



Face à l'escalade guerrière de l'État d'Israël, la complicité des grandes puissances

Après Gaza et la Cisjordanie, Netanyahou étend sa guerre au Liban. Les bombardements massifs du Sud-Liban, de la banlieue sud de Beyrouth et de la plaine de la Bekaa par l'armée israélienne, ont déjà fait plus de 700 morts et des milliers de blessés depuis qu'ils ont débuté samedi 21 septembre. Après de nouveaux bombardements sur la capitale libanaise, le gouvernement israélien a annoncé avoir tué Hassan Nasrallah, le chef du Hezbollah.

Un an de massacres de civils

Le massacre de 1 200 civils et militaires israéliens le 7 octobre 2023 par le Hamas a donné au gouvernement d'extrême droite israélien la justification qu'il attendait pour lancer le pays dans une guerre sans fin. Depuis un an, l'opération d'anéantissement de la bande de Gaza a fait plus de 41 000 morts, plus de 10 000 disparus sous les décombres et près de 100 000 blessés. La quasi-totalité des infrastructures de santé, ou même des écoles, a été pulvérisée. Les survivants affrontent la famine, l'absence d'eau potable et les épidémies. En Cisjordanie, les colons et l'armée ont tué près de 700 personnes et font régner la terreur parmi les Palestiniens.

Et maintenant, c'est un pays voisin, le Liban, qui est frappé et menacé d'invasion terrestre par l'armée israélienne. Des dizaines de milliers de réfugiés fuient le Sud-Liban et les quartiers sud de Beyrouth. Pour l'État d'Israël, le fracas des bombardements sur le Liban a aussi pour avantage de détourner l'attention du génocide qui se poursuit à Gaza.

Les larmes de crocodiles des grandes puissances

Devant l'Assemblée générale des Nations unies à New York, Netanyahou est venu faire son show, certain qu'il peut compter sur le soutien sans faille des États-Unis, mais aussi de la France, de l'Allemagne ou du Royaume-Uni. Il présente la guerre contre le Liban comme une question de survie pour Israël, face au danger représenté par le Hezbollah, milice chiite soutenue par l'Iran. Mais tant le Hezbollah au Liban que l'Iran avaient pour le moment fait le choix de réactions très limitées

après les attaques ciblées déjà menées par Israël les mois précédents dans ces deux pays. Face à l'État israélien, armé à flux tendu par les principaux pays impérialistes, soutenu par la présence de porte-avions américains et français, l'Iran et le Hezbollah ne cherchaient pas la guerre et le risque d'un embrasement dans toute la région. Biden a beau clamer qu'il travaille à une désescalade au Liban, et Macron larmoyer sa solidarité avec le peuple libanais, leur priorité est de continuer à s'appuyer sur l'État d'Israël pour défendre leurs intérêts dans la région.

Pas en notre nom !

Les dirigeants du monde capitaliste, y compris depuis les assemblées de l'ONU, mènent leurs affaires avec la peau des peuples. Peu leur importe que les Palestiniens de Gaza se fassent massacrer et que, maintenant, les Libanais soient atteints par la guerre, tant que le maintien de leur ordre impérialiste est assuré. Il n'y a rien à attendre de leurs promesses de cessez-le-feu. Quant au peuple israélien, il fait lui aussi les frais de cette politique, car l'avenir que le gouvernement israélien lui prépare est celui d'une guerre sans fin. En Israël, des manifestations ont lieu pour dénoncer son mépris de la vie des otages encore détenus à Gaza, mais il faudrait une contestation bien plus forte pour faire vaciller cette escalade guerrière. Nous aussi, nous devons affirmer notre opposition à ces massacres. Ils ne doivent pas se faire en notre nom. Faisons du week-end des 5 et 6 octobre l'occasion de manifestations massives pour faire entendre notre solidarité avec le peuple palestinien et notre opposition à l'invasion du Liban.

✉ TravailSocial.npa92@protonmail.com



www.npa-revolutionnaires.org

Pour suivre :     NPA.revo.TravailSocial



Brèves



La force des travailleurs (sociaux), c'est la grève !

Une cinquantaine de travailleurs sociaux de l'association Coallia dans l'Orne ont décidé de faire grève le 23 septembre pour dénoncer le manque de moyens alloués à l'insertion des personnes vulnérables et la fermeture de deux dispositifs liés à la lutte contre les violences intra-familiales.

Évidemment, Coallia n'est pas un cas isolé. Partout en France, les grèves dans le secteur social se multiplient. À la PJJ, au Samu Social, dans l'association Don Bosco, les travailleurs - confrontés aux suppressions d'emplois, aux conditions de travail précaires, au sous-effectif et aux bas salaires - se mobilisent.

Don Bosco : une mobilisation contre les fermetures de services qui commencent à payer !

L'association Don Bosco, emploie un millier de travailleurs.euses du social dans le Finistère, et prépare un plan de licenciements visant 55 postes et sept dispositifs. La grève et la manifestation du 16 septembre appelée par la CGT et SUD ont permis une première victoire en obtenant que le conseil départemental débloque 1 million d'euros pour pallier aux difficultés de l'association.

Ce n'est pas encore les 1,8 millions dont l'association aurait besoin pour ne plus être en déficit, mais c'est la preuve que la grève et la mobilisation des salarié.e.s peuvent défaire ce que la direction et les financeurs ont prévu !

Coup de pression à Parmentier : soutien au collectif étudiant

Eh non, nous ne sommes pas le collectif étudiants de l'IRTS Parmentier. Mais une chose est sûre, nous soutenons toute forme d'auto-organisation qui permettrait aux étudiant.es et professionnel.les de relever la tête face à nos directions.

Être un collectif n'est pas être anonyme. Et si un QR code fait réagir la direction, imaginez un véritable mouvement de étudiant.es en travail social dans l'IRTS Parmentier.

La direction aurait-elle peur de se taper la honte ?

Mobilisation réussie au Samu social de Paris et à la PJJ : ils ont rejoint la grève du 01^{er} octobre !

De nombreux.ses grévistes de la Protection Judiciaire de la Jeunesse et du Samu Social de Paris se sont mobilisé.e.s le 19 et 26 septembre. Devant le siège du Samu social entre 90 et 120 agents revendiquaient l'augmentation des salaires et l'extension du ségur aux personnels écoutants, au nettoyage et à la restauration. Ils et elles appellent déjà à une nouvelle grève le 17 octobre. De leur côté les agents de la PJJ en étaient à leur 3^{ème} journée de grève contre le plan de 500 suppressions de poste voté fin juillet.

Ces deux grèves ont en commun de souligner le problème du manque de personnel, et elles soulèvent une série de problèmes communs à tou.te.s les salarié.e.s du médico-social. Pour peser davantage sur les patrons du secteur et sur les financeurs, Samu Social de Paris et PJJ se sont regroupés dans un même cortège à la manifestation parisienne du 1^{er} octobre dans l'objectif que ces revendications s'élargissent à l'ensemble du secteur.

Cette initiative à finalement regroupé bien au-delà du social : Onela, sans facs, éducation nationale, France Travail, postiers, CSP et mineurs de Belleville... Encore une belle démonstration d'un tous ensemble réussi !

IRTS Lorraine : solution éclair à Verdun contre la pénurie de travailleurs sociaux

Face à la crise du manque de personnel dans le secteur social, quoi de mieux qu'un concept digne d'une émission de télé-réalité ? Le 26 septembre, Verdun a propulsé "Travail social express", un marathon de rencontres à travers différents sites de la ville. L'idée ? Mettre en contact professionnels, apprentis et candidats potentiels dans une course contre la montre pour... faire naître des vocations. Vrais problèmes, fausses solutions ! Ce genre d'initiatives prétendent innovante ne fait que détourner l'attention des véritables enjeux : une revalorisation des salaires et les effectifs nécessaires pour que les structures fonctionnent, voilà qui susciteraient des vocations !

Ce bulletin est le tien, n'hésite pas à le faire circuler !

Ne pas jeter sur la voie publique.